

**Séance du 27 juin 2022**  
**Rapport 5 - Compte administratif 2021**  
**Intervention de Fatiha AGGOUNE, Présidente du groupe Val-**  
**de-Marne en commun – PCF et Citoyen.nes**

Monsieur la Président, chers collègues,

C'est sans surprise que nous avons découvert le rapport présentant le Compte administratif. Son introduction forte seulement de 3 paragraphes, présente les résultats, pose le contexte. Mais surtout souligne votre renoncement exprimée lors des séances du ROB et du vote du B.P.. **Je vous cite : « nous ne pouvons compter que sur nous-mêmes ».**

Vous semblez ne faire que constat des 1 979,32 M€ de la dette de l'Etat au titre des AIS depuis 2002. Dette qui a progressé de 10,2 % en 2021. Vous pourrez continuer de commenter la situation financière de la collectivité, d'imprimer votre orthodoxie budgétaire qui aura pour conséquence recul des services publics, du bouclier social, et tassement de l'investissement. **Mais la dette du Département c'est la dette de l'Etat.**

Un reste à charge pour les A.I.S. de près de 183 M€ en 2021 et en progression 10,9%. Les mots ne suffiront pas. Comme le souligne le Président de l'ADF dont on ne peut pas le taxer d'affreux révolutionnaire cet état de fait ne peut pas perdurer. **La situation de la quasi-totalité des départements est tendue.**

Elle est tendue non pas parce que les exécutifs seraient de mauvais gestionnaires mais tout simplement parce que l'Etat et les gouvernements successifs les ont mis sous pressions. J'évoque la non compensation des A.I.S., mais je pourrais rajouter également la baisse massive de la D.G.F. notamment et la suppression de tout levier fiscal. Ce ne sont que des exemples, les transferts non compensés sont à la pelle, quand parallèlement les crises successives viennent impacter avec forces les ménages et donc les budgets des collectivités territoriales et plus particulièrement ceux des départements et des villes.

Vous pourrez encore une fois écrire, dire, vous étendre, sur la situation financière de la collectivité, sur la dette qui n'a fait que soutenir de l'investissement utile et nécessaire dans toutes les Villes du Département. Investissement produisant également de la richesse comme en témoigne

notamment le produit des D.M.T.O. **Recette dynamique mais fragile qui peut être soumise à des retournements de situation comme ce fût le cas en 2008 par exemple.**

La situation financière de la collectivité est sous tension comme plus de 90% des départements de France. Financer uniquement les compétences obligatoires voilà ce à quoi s'emploie l'Etat. **Plus inquiétant c'est l'orientation que vous semblez soutenir.**

Réduire et ramener le rôle des collectivités à de simples acteurs des compétences transférées, c'est considérer les collectivités comme de simples agences de l'Etat. C'est affaiblir l'engagement des élus au service des populations et des territoires, de leur capacité à faire du commun, à promouvoir et innover. **C'est un contre sens historique, ce sont des reculs institutionnels et démocratiques, c'est la République qui ne se ressource pas.**

Monsieur le Président votre action politique pour vos prochaines années, sera en permanence contrainte par des réalités financières, et soumise à la brutalité

des Lois de Finances. De ce point de vue nous sommes particulièrement inquiets quant aux annonces faites lors de la séquence politique qui vient de s'achever.

La proposition de l'ex rapporteur général du budget de l'Etat, visant à ponctionner 10 milliards aux collectivités publiques pour contribuer une nouvelle fois au redressement des comptes publics serait une erreur, un contre sens historique, si elle était sanctuarisée dans la loi de finances 2023.

Nous ne pouvons compter que sur nous-mêmes, tels sont donc vos écrits. Ce n'est pas notre conception de la vie politique et de notre engagement. **Nous ne sommes pas résignés.** Sans cet engagement résolu pour les Val-de-Marnaises, Val-de-Marnais, pour ce territoire, le GPE et son tracé n'existerait peut-être pas en Val-de-Marne, quid de l'avenir du Val-de-Marne lorsque le Département fût menacé. Face à cette offensive ce fût la création du FS2I, dont nous ne cesserons jamais de rappeler que Christian FAVIER en fût un des principaux initiateurs. **Le FS2I, une péréquation intelligente et dans la transparence, pour porter et développer des projets utiles et concrets.**

Quelques exemples mais ils sont nombreux. Le Val-de-Marne il y a encore un an précurseur et moteur pour développer des politiques publiques volontaristes comme Ordival ou l'ensemble des aides aux transports. Des dispositifs originaux qui ont fait des petits dans nombre de Départements ou en Régions. Nous ne pouvons que nous en féliciter. Des actions efficaces en soutien au pouvoir d'achat.

Monsieur le Président avec vos collègues de l'ADF nous vous invitons à élever le ton face à l'Etat pour que cesse le pillage des collectivités. Pour que des moyens leur soit rendus pour soutenir l'investissement et l'emploi, pour faire vivre la décentralisation, la démocratie, pour inscrire une action publique au plus près des citoyens. **Nous ne pouvons plus en rester à de simples constats.**

Les départements avec les Villes, acteurs de la cohésion sociale et territoriale, échelons de collectivité en très grandes proximité des citoyens, les élus que nous sommes, sont les fantassins de la République. Les moyens pour exercer nos compétences et de promouvoir des politiques publiques volontaristes et utiles, en soutenant de l'investissement efficace, doivent être au rendez-vous. **Face au pillage des Collectivités, il faut agir.**

Depuis votre prise de responsabilités, voilà bientôt un an, vous n'avez eu de cesse de nous renvoyer que vous étiez pragmatique et que vous, vous agissiez. Pourtant vous semblez résigné face au Gouvernement. Les résultats du Compte administratif témoignent donc du désengagement de l'Etat mais également de la Région.

\*\*\*\*\*

Ce C.A. et comme vous l'avez écrit est à la fois marqué par la sortie progressive de la crise sanitaire de la COVID 19 dont la collectivité y aura consacré en 2021, 54 M€, d'un budget préparé par l'ancien exécutif départemental et pour partie mis en œuvre par votre majorité.

Avec 78,15 M€ d'épargne nette, certes inférieur à 2019, mais au-dessus des années 2016 à 2018. Ce résultat témoigne que l'année 2020 avec 37,40 M€ d'épargne nette fût pleinement marquée par la conséquence de la pandémie et non par un quelconque laxisme ou d'irresponsabilité dans la conduite et le pilotage des finances départementales, **comme nous avons pu l'entendre.**

Alors les résultats que vous présentez avec un niveau de recettes de DMTO sans précédent, aurait pu être le nôtre. **J'évoque là uniquement les résultats.**

Ces résultats exprimés sont aussi fort de bilan et d'actions concrètes portées et développées pendant la crise sanitaire. De la solidarité concrète et je pense plus particulièrement à ces dizaines de tonnes de fruits et légumes distribués dans des partenariats forts associant le tissu associatif. Je pense aux dizaines de milliers de masques distribués aux collégiens et aux personnels. Je pense à la mobilisation extraordinaire du service public départemental, tout comme aux moyens engagés pour promouvoir et renforcer, malgré les incertitudes sanitaires, l'été dans les parcs. Enfin je pense à l'engagement pour mener des campagnes de sensibilisation et d'incitation forte pour permettre la vaccination d'un plus grand nombre. **Mais ce bilan est le nôtre.** Je n'exprime là que quelques exemples, ils sont tellement nombreux.

Vous avez raison d'évoquer que ce C.A. est charnière entre deux majorités. Derrière les chiffres annoncés, nous retrouvons également la diminution drastique des subventions aux syndicats, les effets néfastes de votre choix comme celui de la Région d'ailleurs de ne plus soutenir la production de

logements sociaux pour les Villes qui en accueillent 40%. 2021 c'est votre choix de supprimer les chèques mobilités, c'est également votre délibération cadre visant à contraindre les allocataires du RSA, dont vous avez fait votre levier essentiel lors du vote du B.P. 2022. Fort à parier que le B.S. 2022 sera marqué par la nécessité d'abonder les crédits. **Combien de fois et au sein de cette assemblée avons-nous été taxés d'insincérité budgétaire.**

Une nouvelle fois il ne s'agit que de quelques exemples. Le C.A. ne s'apprécie pas que par le biais des résultats financiers. Il révèle également la mise en œuvre des choix ou des renoncements voire d'un manque d'ambitions. Ainsi d'autres choix auraient pu être portés. Des choix renforçant le soutien au pouvoir d'achat des plus modestes par exemple. Les crises successives qui se déchaînent n'ont pas les mêmes conséquences pour toutes et tous. Ils sont de plus en plus nombreux en être des victimes. **Et cela va bien au-delà des citoyens bénéficiaires des prestations sociales.** Malheureusement vous n'avez pas été au rendez-vous de l'urgence sociale.

\*\*\*\*\*

Monsieur le Président ce compte administratif que vous présentez intervient un an quasiment après votre prise de responsabilités. La vague Péresse aux Régionales vous a probablement permis de gagner cette séquence électorale. Les Présidentielles et Législatives offrent un tout autre paysage politique en Val-de-Marne.

Ce paysage politique croisé aux conséquences et au poids des crises successives invite notre assemblée à renforcer et développer notre bouclier social, à promouvoir des politiques publiques ouvrant de nouveaux droits comme la mutuelle départementale par exemple, à conforter le service public qui a démontré toute son efficacité face à la pandémie, aux crues, par exemple mais également dans son engagement quotidien pour accueillir chaque jour des citoyens trop souvent privés de droits.

Ce paysage politique et les exigences qu'il porte nous invite plus encore à confirmer des choix d'investissements permettant de manière efficace de poursuivre le développement de ce territoire si riche de sa diversité, confortant pour toutes et tous le droit à la Ville, plaçant en son cœur les Val-de-Marnaises et Val-de-Marnais. Des investissements couplés à des actions de sensibilisations

pour réellement et à notre échelle, lutter efficacement contre le réchauffement climatique, en soutenant la nature en Ville, sans l'opposer à la promotion du cadre de vie. Des dynamiques politiques doivent être à l'agenda. **Elles doivent l'être auprès de la Région et de l'Etat pour réparer les fractures urbaines que constituent autoroutes, le périphérique, et grands axes routiers, pour développer de nouveaux franchissements.**

\*\*\*\*\*

Ce document riche en informations et en enseignements, nous permet et en toute transparence d'apprécier la structure financière du Département croisée avec celle des départements de France, de même strate, et un éclairage plus précis avec ceux composants le FS21.

Depuis votre prise de fonctions, vous ne cessez d'écrire et de commenter que vous hériteriez d'une situation financière catastrophique. D'ailleurs votre objectif est la restauration de la santé financière de la Collectivité. Comme je l'évoquais précédemment pour 90% des Départements de France, **leurs finances sont tendues effectivement, le Val-de-Marne n'y échappe pas.** Mais à vous

entendre nous serions un îlot isolé ou peut-être même que le laxisme budgétaire serait l'apanage des départements dirigés par la gauche.

Il s'agit d'une approche dogmatique, libérale et réductrice. Vous êtes de droite nous sommes à gauche ce sont deux visions qui s'opposent quant à la conception et aux rôles de la Collectivité, donc de la stratégie financière, et des choix politiques que recouvrent les budgets alloués, de la place et du rôle du service public.

Pour autant les informations fournies à partir de la page 71 du rapport, jusqu'à la page 75, qui pointent le compte administratif et sa structure sont particulièrement intéressantes et pertinentes. Comme chacun aura pu le lire, le Val-de-Marne n'est pas en dehors des tendances lourdes et des contraintes financières qui pèsent sur les collectivités. Néanmoins les différents graphiques présentés et couplés à des commentaires objectifs permettent d'affirmer et sans retenue que la situation de la collectivité est certes tendue, mais qu'elle est saine comme en témoigne également les éléments portés dans le rapport sur la gestion de la dette.

Ces ratios sont intéressants à analyser car ils en sont également l'expression de choix politiques et donc de l'ensemble des interventions de la collectivité. Ces ratios expriment des choix stratégiques, des équilibres entre fonctionnement et investissement, sans ne jamais occulter qu'avant la suppression du produit de la TFPB, son taux en Val-de-Marne, en était un des plus faible de France.

Dans vos commentaires et ceux à venir certainement après mon intervention, vous poursuivrez sur votre argumentation, en cherchant à faire peser sur l'ancienne majorité votre difficulté à financer vos choix sur lesquels vous avez été élus. **Ce n'est pas le sujet, ce sont des visions qui s'opposent**, dès le Budget Supplémentaire 2022 ce refrain appartiendra au passé. **Ce sont vos choix marqués par des renoncements et l'orthodoxie budgétaire qui seront en lumière.**

Vous l'aurez bien compris Monsieur le Président, nous voterons contre ce C.A.. Tout comme nous avons voté contre le Budget Supplémentaire qui amorçait déjà des renoncements.

\*\*\*\*\*

Je conclurais mon propos, en saluant le travail et l'engagement des agents du service public départemental. Je veux remercier la Direction Générale des Services ainsi que l'ensemble des Directions, pour la qualité du document qui nous a été fourni. Document complet, riche et précieux, fort d'informations et couplé au rapport annuel de l'activité des services, il permet et en toute transparence de s'approprier des données éclairant le débat.

Je vous remercie